

L'économie de marché et notre passé

Martin Lavallée, candidat à la maîtrise en histoire à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM)

La Coalition pour l'histoire révélait récemment les résultats d'une troisième étude sur l'enseignement de l'histoire nationale du Québec au secondaire, après avoir fait deux études sur l'histoire nationale au collégial et à l'université. Comme les deux précédentes, cette troisième étude révèle que notre histoire nationale n'est pas adéquatement enseignée chez nos jeunes du secondaire, à qui on « épargne » toute référence nationale au sein du cursus. Qui plus est, l'apprentissage de l'histoire au secondaire serait instrumentalisé au service du présent, dans le but de faire adhérer l'apprenant à un type de société jugé idéal par les pédagogues du ministère de l'Éducation.

Le problème de l'histoire dans notre société ne semble pas émaner uniquement de nos institutions, mais également des Québécois eux-mêmes, selon l'historien Éric Bédard. Dans son plus récent essai, *Recours aux sources*, Bédard décèle un rapport trouble qu'entretiennent les Québécois avec leur passé, particulièrement celui d'avant 1960. Pour Bédard, le fait que l'histoire du Canada français d'avant 1960 soit qualifiée de « grande noirceur » et soit dénigrée par les contemporains témoigne que les Québécois n'aiment guère leur passé et ne se considèrent plus comme des « héritiers » de ce passé qu'ils dénigrent. La société québécoise dont on se réclame serait née comme par enchantement durant la Révolution tranquille, vers 1960, remarque Bédard.

Il semble donc y avoir un problème manifeste avec l'étude de notre passé au sein de nos institutions scolaires, et, plus largement encore, au sein de la société québécoise en entier. Pour notre part, il nous semble qu'il faille regarder le type de société dans laquelle nous vivons pour bien cerner la raison du rapport trouble avec ce passé national qui est le nôtre. Bien que nous n'éliminions pas du revers de la main le fait que les Québécois puissent entretenir un rapport trouble avec le Canada français d'avant 1960, il nous semble qu'il faille surtout regarder les principes qui sous-tendent la société dans laquelle nous vivons.

La théorie libérale classique et le marché

Le libéralisme classique et son héritier, le néolibéralisme, présupposent tous deux l'absence de lois et de contraintes dans la société, qui devient ainsi un énorme marché au sein duquel les individus recherchent leur intérêt égoïste. Selon cette logique, l'intérêt général de la société repose sur cette recherche individuelle du bonheur, le présupposé voulant que chacun arrive plus ou moins à accéder à ce bonheur individuel. Pour les penseurs libéraux et néolibéraux (pensons à Adam Smith, David Ricardo ou Milton Friedman et l'école de Chicago) les lois étatiques constituent des entraves, des contraintes, qui biaisent le jeu du marché et nuisent à l'atteinte du bonheur général. C'est pourquoi il faut à tout prix désengager l'État au maximum du marché, afin de laisser ce dernier s'auto-réguler. Une « main invisible » est

censée agir au sein de cette masse d'individus égoïstes et atomisés, qui sont réduits à n'être que des consommateurs.

Depuis les années 1980, ce néolibéralisme gagne l'Occident. Les pays anglo-saxons ont d'abord donné le ton, notamment à travers les politiques de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne. C'est en ce sens qu'il faut comprendre le démantèlement des États-Providence, démantèlement qui affaiblit l'État mais renforce les multinationales privées qui deviennent des monopoles. Ce processus est particulièrement flagrant en France, depuis que l'État français s'est plié à la logique anglo-saxonne. Il est particulièrement à l'œuvre en ce moment au Québec. Même si nous possédons toujours notre société d'État Hydro-Québec, celle-ci cède de plus en plus les devants du pavé aux multinationales privées dans des secteurs qui devraient normalement être de son ressort. Mais ceci est un autre débat..

Force est d'admettre que nous vivons dans une société où le marché prend de plus en plus de place. Même des secteurs autrefois jugés intouchables comme l'éducation, la santé et la culture sont devenus « marchandables ». Or, dans une telle société où les lois étatiques constituent des contraintes qui dérèglent le jeu de la « main invisible », quelle place consacrer au passé ?

Le passé, une entrave au marché

Disons-le d'emblée : dans notre société de marché fragmentée où chacun n'a que des intérêts de consommation, le poids du passé constitue une contrainte à abolir. Dans une société québécoise où le marché est de plus en plus roi et maître, il ne faut guère s'étonner du présentisme et du fait que notre passé soit dénigré et occulté. Pour comprendre cela, il faut se référer à une des fonctions que contribue à remplir l'histoire nationale dans une société.

La connaissance du passé inculque des valeurs et des principes qui transcendent les individus. L'apprentissage de son histoire chez un peuple crée, chez ses membres, un sentiment d'appartenance assez fort à une communauté historique pour que ce peuple se sente investi de poursuivre l'œuvre nationale des ancêtres. L'histoire joue l'important rôle, dans une nation, de créer une continuité entre les diverses générations qui se succèdent, de même qu'une cohérence dans les actions de cette nation, qui apprend de son passé pour mieux comprendre son présent et ainsi mieux orienter son futur. Nos ancêtres canadiens-français avaient bien compris ce rôle et c'est en ce sens qu'un Lionel Groulx, par exemple, concevait le passé comme un maître, comme un phare dans la nuit devant guider la nation. Comprise ainsi, l'histoire institue des valeurs et des principes aux contemporains, désireux non seulement d'apprendre de l'expérience de leurs ancêtres, mais aussi et surtout, de leur rester fidèles. En ce sens, le passé constitue une entrave au marché, une entrave à abolir.

C'est Karl Marx qui, le premier, comprit que l'économie de marché reposant sur la libre-concurrence était la responsable de la destruction de tout ce qui pouvait constituer une contrainte à sa libre marche vers le « progrès ». Dans le *Manifeste du parti communiste*, écrit en 1848, Marx démontre comment la bourgeoisie et l'économie capitaliste, pour fonctionner, devaient détruire tous les liens qui constituaient des entraves pour elles :

La bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les activités qui passaient jusqu'alors pour vénérables et que l'on considérait avec un saint respect [...] tous les rapports sociaux

traditionnels et figés avec leur cortège de notion et d'idées antiques se dissolvent [...] tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée [...].

L'histoire, la tradition et l'attachement au passé sont donc des entraves à abolir pour l'économie de marché poussée à son extrême. Par contre, Marx n'accordait pas une grande importance à ces changements radicaux dans les sociétés humaines. Loin d'être conservateur, Marx entrevoyait ces changements comme des progrès nécessaires devant mener à l'union du prolétariat mondial pour renverser la bourgeoisie. Nous croyons ici qu'il négligeait une dimension importante de l'être humain, qui est, selon nous, un être culturel et spirituel. Néanmoins, son constat et son analyse du marché sont lucides et ne sont pas étrangers au problème que connaît l'histoire nationale dans notre société.

Comme le laissent entendre deux penseurs conservateurs contemporains, Éric Bédard et Mathieu Bock-Côté, nous sommes tous des héritiers. Dans son plus récent essai, Bock-Côté écrit : « Si l'homme est d'abord un héritier, c'est qu'il se présente devant un monde qui est déjà là et qui lui survivra ». Cette vision des choses, inspirée par nos ancêtres canadiens-français qui voyaient les choses de la même manière implique la valorisation de l'histoire, du passé, chez les contemporains. Mais lorsque nous nous percevons comme des héritiers, ceci ne va-t-il pas à l'encontre de la logique du marché où l'individu n'est perçu que comme un simple consommateur ? Le fait de se considérer héritier du passé, de la tradition, de nos ancêtres, etc., n'implique-t-il pas d'instituer des valeurs, des principes qui nous transcendent et qui doivent guider nos actions ? Cet héritage transcendant, en retour, ne vient-il pas dérégler le jeu du marché en posant des contraintes aux actions des individus et des institutions qui, dès lors, ne sont plus uniquement guidés par leur intérêt égoïste, mais par des considérations plus grandes ?

Ne peut-on pas voir de lien entre le moment où la société québécoise est entrée dans la société de consommation et le marché - progressivement à partir de l'après-guerre pour culminer vers les années 1960 - avec le moment où cette même société québécoise a rejeté la société traditionnelle canadienne-française, cet héritage trop lourd à porter ? Ça ne reste qu'une hypothèse, qu'une intuition. Des études devraient être menées en ce sens.

Quoi qu'il en soit, prenons un exemple récent qui illustre à merveille notre propos du choix qui s'impose entre le poids du passé à porter et l'intérêt immédiat de la société de marché. L'école des HEC annonçait récemment qu'elle allait instaurer un nouveau programme de maîtrise totalement en anglais, une nouvelle qui a fait la manchette. La logique de concurrence qui se met en place progressivement dans le secteur de l'éducation supérieure instaure un marché mondial de l'éducation et les étudiants deviennent de plus en plus de simples consommateurs à attirer pour les institutions. C'est dans cette logique que les HEC Montréal se trouvent en concurrence avec des universités anglo-saxonnes pour attirer des étudiants étrangers. Normalement, une institution comme les HEC, fleuron historique des parlants français d'Amérique, devrait être guidée dans ses choix et ses actions par ce poids du passé qu'elle porte, par les valeurs et les principes qui sont les siens historiquement. En étant fidèle à elle-même, cette institution ne se plierait pas aux règles strictes du marché, mais serait davantage à l'écoute des principes et de l'héritage qui sont les siens. Autrement dit, son histoire deviendrait la maîtresse de sa destinée dans une certaine continuité (à distinguer de l'immobilité), plutôt que d'être guidée par une logique comptable et de concurrence.

Cet exemple vaut pour toutes les luttes actuelles pour le français dans la société québécoise. Une société où l'histoire serait valorisée comme un héritage, comme un legs dont nous sommes tributaires, ne laisserait jamais sa langue de côté au profit de l'anglais ou d'une autre langue comme c'est actuellement le cas dans plusieurs secteurs de notre société.

Dans ce rapport des contemporains à notre passé, il faut se poser la question : l'être humain n'est-il qu'un simple individu qui possède des intérêts et qui est voué à consommer ? Ou est-il plutôt un être porteur de culture, à la recherche de sens et de transcendance ? Entre ces deux visions antagonistes de l'être humain, nous allons bientôt devoir trancher. Nous allons devoir trancher à savoir si nous laissons notre société devenir un énorme marché où tout est consommable selon le bon désir d'individus atomisés et égoïstes, ou une communauté historique culturelle enracinée dans un passé, un présent et un futur ? De la décision que nous prendrons dépendra le sort réservé à notre histoire nationale et de l'avenir même de la société québécoise.